



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 14 août 2018

ÉLECTION DE REPRÉSENTATIVITÉ À LA PHARMACIE DU CENTRE DE SAINT ANDRÉ : LA CGTR ÉVINCÉE ?

Le 19 juin dernier notre syndicat adressait une lettre au patron de cette pharmacie lui demandant d'organiser l'élection de délégués du personnel et l'informant par la même occasion de la candidature imminente d'une salariée sous l'étiquette de la CGTR.

Le 13 août, nous apprenions qu'un protocole d'accord électoral avait été signé sans que la CGTR y soit conviée. Le même jour, une lettre de protestation et de demande d'annulation de la procédure était envoyée à la direction de la pharmacie du centre et à l'Inspection du Travail par notre organisation.

Le patron de cette pharmacie qui a commencé à faire pression sur les salariés en menaçant de modifier leurs plannings, craindrait-il qu'une présence permanente de la CGTR dans son entreprise l'oblige à rendre des comptes à ses salariés et à mieux les respecter ?

BTP : NON AU CHANTAGE À L'EMPLOI !

Prenant prétexte de la suppression de l'APL Logement Accession Propriété par le gouvernement, le patronat du BTP, dixit le président de la CAPEB, Cyrille Ryckmounie, a d'ores et déjà procédé au licenciement de 120 salariés et chiffre pour les mois qui viennent les prochains licenciements à 1820. Pas moins !

Quand les patrons font de bonnes affaires, en imposant cadences infernales sur les chantiers et heures supplémentaires souvent non payées, ils n'en font pas profiter les travailleurs ne serait-ce qu'en augmentant leurs salaires, mais au moindre coup de Trafalgar, dès que les commandes chutent, c'est toujours aux ouvriers qu'ils s'en prennent en les mettant au chômage technique ou en licenciant.

L'URE-CGTR estime que ce n'est pas aux ouvriers de payer les frais du fonctionnement anarchique et uniquement basé sur le profit du système capitaliste, et les économies imposées par le gouvernement aux classes populaires.

Non aux licenciements dans le BTP, maintien des salaires, même en cas de baisse de commandes, en prenant sur les profits accumulés par le patronat et en imposant à l'État qu'il consacre l'argent public à la construction de logements décents et à prix coûtant !

PAUVRES PATRONS !

En chœur avec le patronat en France, les représentants des patrons réunionnais crient à l'assassin contre le gouvernement qui voudrait faire supporter financièrement aux entreprises les 4 jours de la semaine d'arrêt-maladie des salariés qui suivent les 3 jours de carence.

Le Medef, la Capeb, la CPME et la FRBTP hurlent que cette mesure va leur coûter 900 millions.

Ces organisations patronales estiment que le gouvernement qui a décidé la suppression de la défiscalisation sur le logement social et la fin du CICE (avec une solution de rechange!), étrangle un peu plus les entreprises.

Ce que les patrons omettent sciemment de dire, c'est qu'ils bénéficient de nombreux cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales qui coûtent à l'État près de 100 milliards par an !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Le patronat ne veut pas tirer un sou de sa poche pour participer aux soins des travailleurs, mais propose qu'il y ait plus de contrôles des salariés en arrêt-maladie !

Quel culot de la part de ces capitalistes qui exploitent les salariés jusqu'à épuisement !

En effet, le nombre d'arrêts maladie est en augmentation du fait notamment de la détérioration des conditions de travail et du recul de l'âge de départ à la retraite.

Devant les cris d'indignation des patrons, le gouvernement, soucieux de préserver leur santé, va sûrement faire machine arrière...

COMORES : LIBERTÉ D'EXPRESSION MUSELÉE

Aux Comores, il ne fait pas bon être journaliste et vouloir exprimer un autre avis que celui du chef de l'État.

La journaliste du journal gouvernemental El Watan, Faïza Soulé Youssouf, en a fait l'expérience en voulant faire son travail d'information sur le saccage d'un bureau de vote par des opposants au référendum sur la possibilité pour le président Azali de se représenter à l'élection présidentielle de 2019.

Elle s'est vue retirer son accréditation de journaliste par le ministre de la communication qui se trouve être aussi le ministre de l'Intérieur !

Une vingtaine de ses collègues ont alors décidé de la soutenir en manifestant publiquement leur désapprobation. Ils ont été délogés par le GIGN local !

ITALIE : DEUX ACCIDENTS CAUSENT EN DEUX JOURS LA MORT DE 16 TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

Près de Foggia, dans la région des Pouilles (sud de l'Italie), à deux jours de distance, deux fourgons ramenant des ouvriers du travail sont entrés en collision avec des camions. On a vu alors dans quelles conditions ces travailleurs voyagent. Entassés à plus d'une dizaine par le « caporal » – le chef d'équipe qui les embauche – dans un vieux fourgon sans assurance qui ne devrait pas transporter plus de quatre personnes, assis sur des bancs de bois, ils doivent encore payer cinq euros pour ce voyage de retour vers les baraques où ils sont logés après avoir passé la journée à ramasser des tomates. La paye pour ces journées de 12 à 16 heures passées dans les champs est fixée sur la base de 4,5 euros pour 300 kilos de tomates ramassées. Après quoi il faut encore payer pour un transport tel qu'on peut y laisser la vie.

Ce sont là les conditions de travail imposées, souvent par des patrons mafieux et en tout cas sans scrupule, à des ouvriers immigrés, les mêmes qu'un Salvini, ministre d'extrême-droite de l'Intérieur, insulte à longueur de journée et à qui il déclare que leur « belle vie » en Italie, c'est fini. Heureusement, ces travailleurs apprennent aussi à se défendre. Mercredi 8 août, ils se sont retrouvés à plusieurs centaines à faire grève avec le soutien de syndicalistes italiens dans toute la région, non seulement en mémoire des victimes mais pour exiger des conditions de travail dignes.

DES ARMES CONTRE LES PEUPLES

Jeudi 9 août dernier, la coalition formée par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis a procédé à une frappe aérienne contre la ville yéménite de Saada. Celle-ci a fait des dizaines de morts dont 40 enfants dans un bus scolaire.

Cet assassinat est bien sûr à mettre au compte de ladite coalition, mais aussi sur celui des États-Unis, premier soutien de l'Arabie Saoudite... et de la France qui lui a livré 1,4 milliards d'armement en 2017.

« Merci » Macron !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68